

Chapitre 11

Les enjeux européen depuis 1989

Table des matières

1	L'Europe de l'est après la guerre froide	2
1.1	La recomposition du continent	2
1.2	Les difficultés de la transition	3
1.3	Le retour de la guerre	3
2	La naissance de l'Union Européenne	3
2.1	Le traité de Maastricht	3
2.2	Un élan décisif	4
2.3	Une Europe encore inachevée	4
3	L'UE entre élargissement et approfondissement	4
3.1	Les élargissements des années 2000	4
3.2	L'UE transformée mais paralysée	5
3.3	La réforme des institutions	5
3.4	L'impact de la crise sur l'UE	5

Chronologie

- 1989 : Ouverture du mur de Berlin
- 1990 : Réunification de l'Allemagne (03 Octobre)
: Création de la BERD
- 1991 : Dissolution du Pacte de Varsovie et du CAEM
- 1992 : Traité de Maastricht
- 1993 : Création de l'Espace Economique Européen (EEE)
- 1991-95 : Guerres en Yougoslavie
- 1995 : Application de la convention de Shengen
: Elargissement de l'UE à l'Autriche, à la Suède et à la Finlande
- 1999 : Création de la BCE (Banque Centrale Européenne)
: Lancement de l'euro
: Guerre au Kosovo
- 2002 : Mise en circulation de l'euro
- 2004 : Entrée de 10 nouveaux pays dans l'UE
- 2005 : Rejet du Traité constitutionnel européen
- 2007 : Entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'UE (L'UE compte 27 membres)
: Signature du Traité de Lisbonne
- 2008 : Crise économique mondiale
: Les Européens en ordre dispersé mettent en place des plans de relance.
- 2010 : Crise de la dette en Grèce et en Irlande et division des 27
: De nombreux Etats adoptent des plans de rigueur.
- 2011 : Des réfugiés tunisiens affluent vers l'Europe et provoquent des tensions entre la France et l'Italie.
: Une révolution éclate en Libye. Les Européens se divisent sur le soutien à apporter aux insurgés.
- 2012 : Pour mettre fin à la crise de la dette, 25 Etats sur 27 adoptent un nouveau traité qui crée le MES (Mécanisme Européen de Stabilité)

Introduction

La fin des démocraties populaires et la disparition de l'URSS provoquent une transformation totale du continent. Les PECO doivent rénover totalement leurs économies . L'UE s'agrandit mais sa construction devient plus laborieuse.

1 L'Europe de l'est après la guerre froide

1.1 La recomposition du continent

L'Allemagne se réunifie rapidement.

En Mars 1990, des élections libres organisées en RDA donnent la victoire aux partisans de l'union avec la RFA.

En Juillet 1990, l'union monétaire est établie entre le mark de l'ouest et celui de l'est par le chancelier Helmut Kohl.

En Août 1990, la RFA et la RDA signent un traité d'union politique.

En Septembre 1990, les quatre vainqueurs de 1945 et les deux Allemagnes signent le "traité 4+2" par lequel la nouvelle Allemagne retrouve sa pleine souveraineté.

Le 03 Octobre 1990, l'unification est officiellement proclamée.

Une nouvelle Europe naît sur les ruines du communisme. Le Pacte de Varsovie et le CAEM sont dissous et en 1991 les troupes soviétiques évacuent l'Europe de l'est et l'Allemagne. Des dissidents comme Walesa et Havel deviennent chefs d'Etat. Les PECO entrent au Conseil de l'Europe.

La CSCE adopte une Charte pour une nouvelle Europe qui en fait un espace de paix et de démocratie. Elle devient l'OSCE. En 1994, l'OTAN met en place un "partenariat pour la paix" avec les pays de l'est.

1.2 Les difficultés de la transition

Les PECO connaissent de gros problèmes économiques : fermeture brutale des usines vieilles et polluantes, chute de la production industrielle, hausse du chômage et de l'inflation, démantèlement de l'Etat-providence.

La CEE crée la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et elle met en place le programme PHARE pour les aider.

Malgré le retour à la démocratie, des communistes se maintiennent au pouvoir (Eltsine en Russie). Dans l'ancienne RDA, les "ossis" qui se sentent méprisés par les "Wessis", votent pour les anciens communistes.

1.3 Le retour de la guerre

En Yougoslavie, les nationalismes concurrents conduisent à l'éclatement du pays en 1991. Slobodan Milosevic, chef de la Serbie, utilise l'armée yougoslave pour empêcher ces indépendances au nom de la défense des minorités serbes. Il pratique la "purification ethnique" des territoires serbes (bombardement de Sarajevo et de Vukovar, massacre de Srebrenica). L'Europe et les casques bleus de l'ONU assistent impuissants à ces massacres. Ce sont les EU et l'OTAN qui imposeront en 1995 la paix par les accords de Dayton.

En 1999, les EU bombardent la Serbie pour protéger les populations musulmanes du Kosovo.

2 La naissance de l'Union Européenne

2.1 Le traité de Maastricht

Ce traité complète l'Acte Unique de 1986. On parle désormais de "l'Union Européenne " De nouveaux secteurs font l'objet de politiques communes (culture, environnement, recherche, éducation, santé...).

Dans le nouveau traité, la CEE s'appelle désormais la "Communauté européenne" et elle forme le premier PILIER de l'UE.

Il existe deux autres piliers qui donnent à l'UE une dimension politique :

- la politique étrangère et de sécurité commune (PESC)
- la coopération policière et judiciaire

Le traité crée une citoyenneté européenne : un européen vivant dans un autre Etat peut voter sur place aux élections municipales et européennes.

Les institutions européennes sont modifiées ; le Parlement obtient le droit de décider avec le Conseil de l'UE (appelé auparavant le Conseil des ministres) : c'est la CODECISION. Le Parlement peut contrôler la Commission.

2.2 Un élan décisif

La libre circulation (prévue dès 1957) devient une réalité. Avec le marché unique tous les obstacles sont levés.

Le marché unique s'ouvre aux pays de l'AELE : c'est l'Espace Economique Européen (EEE).

En 1995, l'UE s'ouvre à la Finlande, à l'Autriche et à la Suède et compte 15 membres.

La même année, les accords de Shengen (signés en 1985) entrent en vigueur : toutes les personnes vivant dans l'UE ont une totale liberté de circulation.

Les Etats ont renoncé au contrôle de leurs frontières.

Le marché unique a besoin d'une monnaie unique. Tous les pays se préparent au passage à l'euro en appliquant les "critères de Maastricht" : réduction (douloureuse) de la dette publique et des déficits budgétaires (pas plus de 3

En 2002, les pièces et les billets sont mis en circulation (en 2011, 17 pays sont passés à l'euro). Les Etats renoncent à leur souveraineté monétaire puisque les taux d'intérêt sont fixés par la Banque Centrale Européenne (BCE) installée à Francfort.

2.3 Une Europe encore inachevée

L'UE peine à définir des positions communes. Les opinions publiques et les partis politiques populistes dénoncent les abandons de souveraineté consentis par les Etats.

En 1992, les électeurs français adoptent de justesse le traité de Maastricht. Au Danemark, les électeurs rejettent le traité et adoptent plus tard un traité modifié.

L'Irlande et le RU refusent d'appliquer les accords de Shengen.

La Suède, le Danemark et le RU refusent l'euro.

En 1999, le traité d'Amsterdam prend acte de la situation et autorise des politiques menées par certains Etats "pionniers".

L'UE a été incapable de défendre la paix sur le continent (Bosnie, Kosovo) car la politique étrangère exige l'unanimité.

3 L'UE entre élargissement et approfondissement

3.1 Les élargissements des années 2000

A partir de 1994, les PECO formulent leur candidature à l'UE. Pour faire face à ces multiples demandes, l'UE a fixé des critères d'adhésion très stricts :

- accepter l'acquis communautaire (tous les règlements communautaire)
- avoir un régime démocratique stable
- avoir une économie de marché performante

Entre 2004 et 2007, 12 pays entrent dans l'UE qui gagne un million de kilomètres carrés. D'autres pays posent leur candidature : la Turquie, les pays de l'ancienne Yougoslavie.

Pour stabiliser ses nouvelles frontières l'UE met en place une "politique de voisinage" ; elle offre à ses voisins une coopération importante mais pas l'adhésion.

3.2 L'UE transformée mais paralysée

L'UE à 27 a une population de 493 M d'h. Mais elle connaît de nombreuses difficultés économiques. Dans les PECO, le PIB par habitant représente le quart de celui des autres États. Leur économie est en retard ; l'agriculture est peu productive et occupe de très nombreux actifs. L'industrie n'est pas moderne et les services sont peu développés. Les pays riches vont devoir dépenser de fortes sommes d'argent pour moderniser les PECO.

3.3 La réforme des institutions

Il faut changer les institutions européennes et surtout la façon de prendre les décisions car à 27 la recherche de l'unanimité aboutit au blocage.

En 2001, les Quinze adoptent le traité de Nice.

En 2002, sous la direction de Valéry Giscard d'Estaing, les Européens rédigent une constitution ambitieuse. Mais le projet est rejeté en 2005 par les électeurs français et néerlandais.

En Décembre 2007, les 27 rédigent un nouveau projet (" traité de Lisbonne ") qui est ratifié dans tous les États. En 2010, le traité est appliqué : le belge Herman Van Rompuy devient président du Conseil européen et la britannique Catherine Ashton devient ministre des Affaires Etrangères de l'UE.

3.4 L'impact de la crise sur l'UE

La crise part des EU. C'est d'abord une crise immobilière et bancaire. Les États augmentent leur endettement pour sauver leurs banques (et éviter un assèchement du crédit) et pour soutenir l'activité. Mais, il n'a pas de coordination de ces plans et chaque État soutient ses champions industriels.

La crise de la dette qui commence en 2010 lorsque la Grèce annonce (enfin) son véritable déficit, révèle les lacunes de la construction européenne. Le traité de Maastricht n'a pas prévu de coordination des politiques et budgétaires. Il n'a pas prévu de mécanisme de soutien en cas de crise financière dans un État, pas plus que des "eurobonds". Enfin, la BCE ne peut pas prêter aux États en dernier ressort.

Les Européens vont longtemps tergiverser avant d'aider la Grèce si bien que la crise de la dette va toucher d'autres États (Espagne, Portugal, Italie). Tous mettent en place des plans de rigueur si bien que la croissance économique devient nulle.

Finalement, l'Allemagne accepte de participer au sauvetage des États en difficulté mais elle impose dans le nouveau traité de 2012 sa vision de l'Europe. Malgré la récession qui menace et le chômage qui s'envole, tous les États devront maintenir des politiques de rigueur draconiennes. Cependant, il existe maintenant, un Mécanisme Européen de Stabilité (MES) pour secourir un État membre en crise.

Conclusion

A partir de 1989, les Européens se préparent à accueillir dans l'UE les pays d'Europe de l'est. Ils tentent laborieusement d'avancer vers une Europe politique. Après l'échec du projet de constitution en 2005, la situation s'améliore avec le traité de Lisbonne. Cependant, la crise qui commence en 2007 révèle les failles de la construction européenne. Face aux EU et aux pays émergents, l'influence de l'Europe dans le monde se réduit de façon préoccupante.